



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 juillet 2013  
Français  
Original: anglais

---

## Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire

### Soixante-quatrième session

Genève, 30 septembre-4 octobre 2013

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**Rapports relatifs au contrôle et à l'évaluation des programmes  
et de la gestion administrative**

## **Rapport sur l'élaboration et l'évaluation de la politique générale**

### **Rapport du Haut-Commissaire**

#### *Résumé*

Le présent document répond à la décision du Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire, qui souhaitait recevoir à sa session plénière annuelle un rapport sur l'évaluation (A/AC.96/1003, par. 25.1 f) vi)). Il porte sur le second semestre de 2012 et le premier semestre de 2013.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1	3
II. Réfugiés en milieu urbain .....	2–3	3
III. Interventions d’urgence et préparation.....	4	3
IV. Protection et solutions .....	5	4
V. Réfugiés de longue durée .....	6–7	4
VI. Jeunes réfugiés .....	8	4
VII. Santé mentale .....	9	4
VIII. Violences sexuelles et sexistes.....	10	4
IX. Foi et protection .....	11	5
X. Contrôle et dotation en personnel .....	12–13	5
XI. Relations extérieures .....	14	5
XII. Recherche et publications .....	15	5

## **I. Introduction**

1. Au cours de l'année écoulée, le Service de l'élaboration de la politique générale et de l'évaluation (le «Service») a axé ses activités sur les priorités thématiques et opérationnelles définies par le Bureau exécutif et le Comité exécutif. Le Service s'est attaché à renforcer et intégrer les fonctions d'élaboration et d'évaluation de la politique générale, à assurer la diffusion et l'utilisation effectives des conclusions et recommandations en matière d'évaluation, et à promouvoir les principes de transparence et de responsabilité au sein de l'organisation. Le Service a maintenu une relation de travail étroite avec les membres du Comité exécutif qui mènent ou commanditent des évaluations des activités du HCR, de façon à éviter tout chevauchement d'activités et à assurer que le programme de travail du Service reflète les priorités du Comité.

## **II. Réfugiés en milieu urbain**

2. Le Service a continué d'accorder une grande attention à la question de la protection des réfugiés et aux solutions en milieu urbain. Après avoir réalisé des évaluations de la mise en œuvre de la politique du HCR relative aux réfugiés en milieu urbain en Bulgarie, au Costa Rica, au Kenya, en Malaisie et au Tadjikistan, le Service a réuni et coprésidé un Groupe directeur chargé de surveiller la mise en œuvre de la politique du HCR sur les réfugiés en milieu urbain. Le Groupe directeur chargé des réfugiés en milieu urbain a organisé deux missions de soutien en Équateur et au Cameroun pour effectuer une analyse de situation et offrir une expertise technique pour les secteurs en question. Le Groupe directeur a également organisé deux missions de sensibilisation dans le cadre desquelles la Secrétaire d'État adjointe des États-Unis et la Haut-Commissaire adjointe chargée des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés se sont entretenues avec des hauts fonctionnaires à Kampala et à Addis-Abeba afin de faire avancer le programme de travail en faveur des réfugiés en milieu urbain.

3. Le Service a engagé une enquête portant sur 24 bureaux de pays ayant une importante population de réfugiés en milieu urbain afin d'évaluer la mesure dans laquelle la politique a été mise en œuvre. En collaboration avec la Division de l'appui et de la gestion des programmes, le Service a créé un site Web où interviennent des réseaux de praticiens travaillant avec les réfugiés en milieu urbain.

## **III. Interventions d'urgence et préparation**

4. Pendant la période considérée, le Service a entrepris une évaluation des interventions d'urgence en Éthiopie et au Soudan du Sud, et a achevé une évaluation concernant l'action menée face à la crise libyenne. En mai-juin 2013, le Service a mené une étude en temps réel de l'action menée par le Haut-Commissariat en réponse à la situation d'urgence des réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et au nord de l'Iraq. L'équipe chargée de l'évaluation comprenait deux représentants d'organisations non gouvernementales (ONG). De plus, le Service a achevé une étude des risques en matière de protection qui apparaissent très communément dans le contexte des catastrophes naturelles, sur la base de l'examen des catastrophes où le HCR est intervenu activement au cours de la décennie passée.

## **IV. Protection et solutions**

5. Le Service a commandité un examen indépendant de niveau mondial de l'utilisation stratégique de la réinstallation, qui devrait être publié au deuxième semestre 2013. Avec l'appui d'un État membre du Comité exécutif, le Service a également engagé une étude sur la mesure dans laquelle des réfugiés réinstallés ont pu intégrer le marché du travail du pays qui les a admis. Un rapport préliminaire a été présenté en juillet 2013 aux Consultations annuelles tripartites sur la réinstallation. À la recherche de solutions dans le cadre d'une perspective plus large, y compris des solutions pour des personnes qui sont censées ne pas avoir besoin d'une protection internationale, le Service a entrepris une étude globale de la participation du HCR aux programmes d'aide au rapatriement librement consenti. Enfin, le Service a passé en revue les activités menées par l'organisation au cours de la dernière décennie pour établir des liens entre l'assistance humanitaire et le développement.

## **V. Réfugiés de longue durée**

6. Le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont engagé une évaluation conjointe de l'incidence de l'aide alimentaire sur les réfugiés de longue durée, axée sur le Bangladesh, l'Éthiopie, le Rwanda et le Tchad. Un rapport de synthèse a été établi, accompagné des réactions conjointes des deux organisations, élaborées lors d'une réunion de haut niveau entre le PAM et le HCR. Pour y donner suite, le Service a engagé une étude portant sur des situations où les réfugiés ont réussi à devenir autosuffisants, son objectif étant d'identifier les variables essentielles qui permettent d'arriver à ce résultat.

7. En réponse à une demande du Bureau exécutif, le Service a procédé à une évaluation des mesures de confiance entre les réfugiés sahraouis des camps de Tindouf en Algérie et les familles sahraouies du Sahara occidental en juin 2013.

## **VI. Jeunes réfugiés**

8. Pendant la période sur laquelle porte le rapport, le Service a publié un examen indépendant et général sur l'intervention du HCR auprès des jeunes déplacés et a réuni une table ronde à l'intention des spécialistes de ce domaine. Pour faire suite à son rapport de 2010 sur les enfants afghans non accompagnés qui se réfugient en Europe, le Service a commandité une étude qui examine les motivations et le profil des enfants afghans non accompagnés. Cette recherche a été lancée dans quatre provinces par l'Unité de recherche et d'évaluation pour l'Afghanistan.

## **VII. Santé mentale**

9. En 2012-2013, le Service a procédé à un examen de l'aide apportée par le HCR aux membres du personnel et aux personnes concernées en matière de santé mentale et de soutien psychosocial.

## **VIII. Violences sexuelles et sexistes**

10. Pendant la période considérée, le Service a contribué à une étude multinationale des dispositifs offrant un «abri sûr» aux victimes de sévices sexuels et de violences sexistes. Quatre rapports de pays et un rapport de synthèse ont été lancés lors des consultations menées par le HCR avec des ONG en juin 2013.

## **IX. Foi et protection**

11. En collaboration avec la Division de la protection internationale et pour donner suite au Dialogue du Haut-Commissaire sur la foi et la protection, le Service a mené une enquête sur les organisations confessionnelles et les communautés religieuses locales qui participent à l'aide humanitaire, certaines d'entre elles en partenariat avec le HCR, afin de recenser les bonnes pratiques et les leçons tirées du travail sur le terrain. Deux articles, publiés et présentés lors des consultations des ONG en 2013, portaient essentiellement sur les incidences des identités, motivations et structures d'ordre confessionnel de plusieurs de ces groupes, ainsi que sur le capital politique et social qu'ils mettent au service des activités en matière de protection.

## **X. Contrôle et dotation en personnel**

12. Le Service a joué un rôle actif dans la poursuite de sa démarche visant à définir les rôles respectifs des fonctions d'évaluation, d'inspection et de vérification des comptes. Le Service a également participé à des réunions du Comité de déontologie et d'application du principe de responsabilité du HCR, récemment créé, dont l'un des objectifs est d'assurer l'utilisation efficace des conclusions et recommandations du contrôle interne. Dans ce contexte, le Service a mis en place un mécanisme de réaction aux évaluations menées à bien.

13. Un chercheur de niveau postdoctoral soutenu par un État membre du Comité exécutif a été détaché pendant un an auprès du Service, alors que celui-ci recevait d'un autre État membre du Comité un nouveau poste d'administrateur auxiliaire.

## **XI. Relations extérieures**

14. Le Service a continué de représenter le HCR au sein du Groupe des Nations Unies chargé de l'évaluation et du réseau formation active sur la responsabilité et l'efficacité dans le cadre de l'action humanitaire. Le Service a également accompli sa mission de coordonnateur du HCR pour plusieurs évaluations externes et interorganisations, y compris une étude du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU sur le renforcement du rôle d'évaluation au sein du HCR. Le Service a continué de se concerter avec le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales à propos des conclusions et recommandations de son examen du HCR 2011-2012.

## **XII. Recherche et publications**

15. Au cours de la période considérée, le Service a publié 17 articles dans la série de documents de travail *New Issues in Refugee Research* et a écrit des articles pour des revues telles que la revue *Migration forcée* et *Désastres*. Les articles destinés à la revue *New Issues in Refugee Research* portaient sur des thèmes très différents, y compris les questions de protection des jeunes Afghans demandeurs d'asile au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et retournant en Afghanistan; les réfugiés en milieu urbain au Cameroun; les conséquences du trafic illicite d'êtres humains venant de l'Érythrée; le retour et la réintégration au Rwanda; et l'importance de la participation des enfants réfugiés dans l'étude de la question de la protection en Ouganda.